



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Est

Direction de l'Administration Générale et des Finances

Bureau de la Commande Publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Commun à tous les lots

Marché public de fournitures courantes et de services

CONSULTATION N° 2025SGAMI57001

**DÉSEMBOUAGE LENT DES INSTALLATIONS DE RÉSEAUX DE
CHAUFFAGE DES CASERNES DE GENDARMERIE DE LA RÉGION
DE GENDARMERIE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE**

PROCÉDURE FORMALISÉE

MARCHÉ PASSÉ SELON LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

SOMMAIRE

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 OBJET.....	4
1.2 LIEU D'EXÉCUTION.....	4
1.3 FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION.....	4
1.4 ALLOTISSEMENT.....	4
1.5 VARIANTES — PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES.....	4
1.6 CLAUSE D'INSERTION SOCIALE.....	4
1.7 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	4
2 INTERVENANTS.....	5
2.1.1 Représentant du Pouvoir Adjudicateur.....	5
2.1.2 Personne publique chargée du suivi de l'exécution juridique du marché.....	5
2.1.3 Contact sur site.....	5
3 VALIDITÉ ET DURÉE DU MARCHÉ.....	5
3.1 VALIDITÉ DU MARCHÉ.....	5
3.2 DURÉE DU MARCHÉ.....	5
4 DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES.....	6
4.1 TITULAIRE.....	6
4.2 TITULAIRE ÉTRANGER.....	6
4.3 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE.....	7
4.4 SOUS-TRAITANCE.....	7
4.5 DEMANDE DE SOUS-TRAITANCE FORMULÉE AU MOMENT DE L'OFFRE.....	7
4.6 DEMANDE DE SOUS-TRAITANCE PRÉSENTÉE APRÈS LE DÉPÔT DE L'OFFRE.....	8
4.7 GROUPEMENT — CO-TRAITANCE.....	8
4.8 DÉCOMPTE DES DÉLAIS.....	9
4.9 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS.....	9
4.10 DROIT - LANGUE.....	10
5 PIÈCES CONTRACTUELLES.....	10
5.1 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	10
5.2 PIÈCES CONTRACTUELLES POSTÉRIEURES À LA CONCLUSION DU MARCHÉ.....	10
6 CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	11
6.1 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	11
6.2 RÉGULARITÉ DE LA SITUATION DES PERSONNELS EMPLOYÉS.....	11
6.3 COMPORTEMENT DU PERSONNEL.....	11
6.4 OBLIGATIONS DE DISCRÉTION.....	11
6.5 ACCÈS AU SITE.....	11
6.6 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	12
7 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	13
7.1 CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET QUALITÉS DES TRAVAUX.....	13
7.2 PRÉPARATION ET COORDINATION DE LA PRESTATION.....	13
7.2.1 Programme d'exécution.....	13
7.3 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....	13
7.3.1 Installation de chantier.....	13
7.3.2 Signalisation de chantier.....	13
7.3.3 Transport.....	14
7.4 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ACHÈVEMENT DU CHANTIER.....	14

7.4.1 Gestion des déchets et nettoyage de chantier.....	14
7.4.2 Repliement des installations et remise en état.....	14
7.4.3 Documents à fournir.....	14
7.5 QUALITÉ DES PRESTATIONS.....	15
7.6 CONNAISSANCE DU SITE.....	15
8 PÉNALITÉS.....	16
9 PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	17
9.1 CONTENU DES PRIX.....	17
9.2 FORME DES PRIX.....	18
9.3 DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT.....	18
INDEX DU BÂTIMENT - BT40 - CHAUFFAGE CENTRAL (À L'EXCLUSION DU CHAUFFAGE ÉLECTRIQUE) - BASE	
2010 IDENTIFIANT 001710973.....	19
9.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	19
9.5 ÉVOLUTIONS DU PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ.....	19
9.6 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ.....	19
9.6.1 Facturation.....	19
9.6.2 Facturation dématérialisée.....	20
9.6.3 Règlement.....	20
9.7 AVANCE.....	20
9.8 CESSION OU NANTISSEMENT.....	21
10 CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	21
11 RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	22
12 MÉDIATION.....	23
13 CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLES.....	23
14 RECOURS.....	24
15 DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES.....	24

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET

Le présent marché a pour objet le désembouage hydrodynamique de l'ensemble des réseaux de chauffage des casernes de gendarmerie domaniales de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté.

Les prestations sont détaillées dans le CCTP joint.

Les prestations sont exécutées en site occupé.

1.2 LIEU D'EXÉCUTION

Région de gendarmerie Bourgogne-France-Comté.

Liste des sites et leurs coordonnées dans l'annexe – Liste casernes.

1.3 FORME ET PROCÉDURE DE PASSATION

Il s'agit d'un marché à prix forfaitaire unique passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offre ouvert conformément aux dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-3 à 5 du Code de la commande publique.

1.4 ALLOTISSEMENT

Le marché est composé des lots géographiques suivants :

- Lot 1 : départements 21, 39 et 71.
- Lot 2 : départements 25, 70 et 90
- Lot 3 : départements 89 et 58

Le marché ne fait pas l'objet d'un découpage par tranche.

1.5 VARIANTES – PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le présent marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

1.6 CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Le marché ne comporte pas de clause d'insertion sociale.

1.7 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

La dimension environnementale est prise en compte dans les spécifications techniques.

Le candidat fournira à l'administration un mémoire regroupant les actions qu'il mène dans le cadre de la protection de l'environnement dans lequel il indique ses actions quotidiennes : utilisation de papier recyclé, de cartouches d'encre recyclables, d'un véhicule électrique, réalisation d'un bilan carbone, mode de transport de ses marchandises, traitement de ses déchets, s'il existe au sein de l'entreprise des documents récapitulant les bonnes pratiques environnementales.

2 INTERVENANTS

2.1.1 Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Le Général de corps d'Armée
Commandant la région de gendarmerie Bourgogne-Franche-Comté
Quartier Deflandre
30 boulevard du Maréchal Joffre
21 000 DIJON

2.1.2 Personne publique chargée du suivi de l'exécution juridique du marché

Préfecture de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI)
Bureau de la Commande Publique
Espace Riberpray – Rue Belle Isle - BP 51064
57036 METZ CEDEX 01

2.1.3 Contact sur site

Monsieur LELAY Laurent
Tél. : 07 77 79 76 51
Mail. : laurent.lelay@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Pour chaque site voir la fiche AI (Affaires Immobilières) annexe 1 du présent CCAP.

3 VALIDITÉ ET DURÉE DU MARCHÉ

3.1 VALIDITÉ DU MARCHÉ

Le lot 1 du marché prend effet à compter de la date de notification de l'OS unique de démarrage des prestations ou à la date indiquée dans ce dernier si celle-ci est postérieure à la notification de l'OS.

Le lot 2 du marché prend effet à compter de la date de notification de l'OS unique de démarrage des prestations ou à la date indiquée dans ce dernier si celle-ci est postérieure à la notification de l'OS.

Le lot 3 du marché prend effet à compter de la date de notification de l'OS unique de démarrage des prestations ou à la date indiquée dans ce dernier si celle-ci est postérieure à la notification de l'OS.

Les travaux ne pourront pas avoir lieu durant la période de chauffe soit de fin octobre 2025 à début avril 2026.

3.2 DURÉE DU MARCHÉ

La durée d'exécution de chaque lot est de six (6) mois, préparation chantier incluse.

L'exécution des prestations débute à la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux, ou à la date indiquée dans ce dernier si celle-ci est postérieure à la notification de l'OS.

Il ne s'agit pas d'un marché reconductible.

4 DÉFINITIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES CONTRACTANTES

4.1 TITULAIRE

Le titulaire est le fournisseur, ou le prestataire de services, qui conclut le marché avec le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le titulaire peut désigner, dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques ayant la qualité pour le représenter vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour son exécution.

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement au bureau de la commande publique du SGAMI Est (dont les coordonnées figurent sur la page de garde du présent document) les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à sa nationalité ;
- à son domicile ou à son siège social ;
- au montant de son capital social ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- au groupement auquel il participe, lorsque ce groupement intéresse l'exécution du marché.

En cas de difficulté sur le plan judiciaire durant l'exécution du marché, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au représentant du pouvoir adjudicateur dans les quinze (15) jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du titulaire.

4.2 TITULAIRE ÉTRANGER

Le titulaire étranger doit accepter le paiement en euros.

4.3 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE

Le titulaire (et ses éventuels sous-traitants) doit être garanti par une police d'assurance destinée à couvrir sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel.

Le titulaire s'engage à fournir au bureau de la commande publique du SGAMI Est (dont les coordonnées figurent sur la page de garde du présent document) une copie de sa police d'assurance à chaque échéance.

4.4 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Il est toutefois précisé que la sous-traitance totale d'un marché public est interdite.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € TTC, le sous-traitant de 1^{er} rang a droit au paiement direct.

En cas de sous-traitance de second rang et afin de protéger les sous-traitants faisant l'objet d'une sous-traitance en chaîne, l'article L. 2193-14 du code dispose que le sous-traitant direct doit délivrer au sous-traitant de second rang une caution ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975.

4.5 DEMANDE DE SOUS-TRAITANCE FORMULÉE AU MOMENT DE L'OFFRE

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au représentant du pouvoir adjudicateur :

- une déclaration (DC4) mentionnant :
 - la nature des prestations sous-traitées ;
 - le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - la durée du contrat de sous-traitance ;
 - le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
 - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
 - les capacités professionnelles et financières du sous-traitant (DC2) ;
 - la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- un extrait Kbis du sous-traitant ;

- le cas échéant, copie du pouvoir de la personne ayant la capacité à engager la société ;
- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant ;
- l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle du sous-traitant ;
- le relevé d'identité bancaire du sous-traitant.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

4.6 DEMANDE DE SOUS-TRAITANCE PRÉSENTÉE APRÈS LE DÉPÔT DE L'OFFRE

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur :

- soit par messagerie électronique avec demande d'accusé de réception en cas de signature électronique ;
- soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en cas de signatures manuscrites ;

ou, à défaut, lui remet contre récépissé une déclaration contenant les renseignements et les pièces mentionnés au paragraphe 4.5 du présent document.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt-et-un (21) jours à compter de la réception des documents vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est rappelé que le sous-traitant ne peut être autorisé à entrer sur site tant que le DC4 n'est pas signé par l'ensemble des parties.

4.7 GROUPEMENT – CO-TRAITANCE

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement dans les conditions prévues aux articles R2142-19 à R2142-27 du code de la commande publique.

Dans ce cas, la solidarité est exigée :

- soit du groupement ;
- soit de son mandataire et ce à l'égard de chacun des membres du groupement.

La composition du groupement devra être présentée lors de la remise de l'offre.

4.8 DÉCOMPTE DES DÉLAIS

Tout délai imparti dans le marché au représentant du pouvoir adjudicateur ou au titulaire commence à courir à zéro (0) heure le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit dernier jour.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

4.9 FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

Lorsque la notification d'une décision ou communication du représentant du pouvoir adjudicateur doit faire courir un délai, le document est notifié au titulaire soit :

- directement à lui-même ou à son représentant qualifié ; la notification est constatée par un récépissé ou un émargement daté donné par l'intéressé ;
- par voie dématérialisée via la messagerie intégrée à la plate-forme des achats de l'État (PLACE) ;
- par voie dématérialisée via la messagerie électronique avec demande d'accusé de réception.

En cas d'impossibilité de procéder à la notification directement ou par voie dématérialisée, le document pourra être transmis par courrier avec demande d'accusé de réception.

L'avis de réception, le récépissé ou l'émargement donné par le destinataire font foi de la notification.

Les communications du titulaire avec la personne publique auxquelles il entend donner date certaine sont soit :

- remises contre récépissé daté au représentant du pouvoir adjudicateur ;
- transmises par messagerie électronique avec demande d'accusé de réception.

En cas d'impossibilité de procéder à la communication directement ou par voie dématérialisée, le document pourra être transmis par courrier avec demande d'accusé de réception.

La date de l'avis de réception ou du récépissé est retenue comme date de remise de la décision ou de la communication.

Il est important que l'adresse électronique communiquée par le candidat (et qui lui sert à s'authentifier sur PLACE) reste valide sur toute la durée du marché et soit

accessible à tout moment au sein de l'entreprise afin de pouvoir suivre les demandes de l'acheteur.

4.10 DROIT - LANGUE

Le présent marché est régi par les lois et règlements français exclusivement.

Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents pour régler les recours qui pourraient opposer l'administration française à ses fournisseurs étrangers.

Il est précisé que tout document ou correspondance relatif au marché devra être rédigé en langue française.

5 PIÈCES CONTRACTUELLES

5.1 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière (DPGF) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures et de services (CCAG-FCS) en vigueur à la date de la consultation ;
- le dossier technique remis au moment de l'offre.
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché. ;

En cas de contradiction entre une ou plusieurs clauses figurant dans un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaut.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur le marché.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de l'administration, font foi.

5.2 PIÈCES CONTRACTUELLES POSTÉRIEURES À LA CONCLUSION DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché sont les avenants et les actes relatifs à la prestation d'un sous-traitant.

6 CONDITIONS D'EXÉCUTION

6.1 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail en vigueur.

6.2 RÉGULARITÉ DE LA SITUATION DES PERSONNELS EMPLOYÉS

Le titulaire du marché s'engage à réaliser la prestation avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1 à L. 3243-2 et L. 3243-4 et R. 3243-1 à R. 3243-5 du code du travail. Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

6.3 COMPORTEMENT DU PERSONNEL

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants doit respecter les règles de bonne conduite, les directives et consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens qui lui auront été communiquées par l'autorité responsable des lieux.

6.4 OBLIGATIONS DE DISCRÉTION

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder secrets ou confidentiels les informations et documents auxquels il aura accès lors de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

De même, la personne publique s'engage à maintenir confidentielles ou secrètes les informations signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire à l'occasion du présent marché.

Lorsque les prestations stipulées dans le présent marché sont à exécuter dans les lieux qualifiés de zone sensible ou de zone protégée, le titulaire s'engage à :

- respecter les dispositions particulières que la personne publique lui a fait communiquer ;
- aviser immédiatement le chef d'établissement après constatation de tout acte de sabotage ou de malveillance caractérisé ainsi que de toute dégradation pouvant être causé lors de l'exécution du présent marché.

6.5 ACCÈS AU SITE

Les agents affectés à l'exécution du présent marché devront se présenter au poste de sécurité ou au planton de l'unité dans laquelle ils se rendent. Ils auront l'obligation d'être munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie. Celle-ci devra être remise au personnel militaire sur demande. La pièce d'identité sera conservée jusqu'à la sortie de l'enceinte de l'unité.

Des mesures particulières pourraient éventuellement s'appliquer en fonction d'événements exceptionnels ou de règlements de sécurité spécifiques à l'unité concernée.

6.6 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché public, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données – RGPD).

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

La mise en œuvre d'un traitement de données personnelles pourra faire l'objet d'une sous-traitance dans les conditions fixées par les articles 28, 30.2 et 37 du RGPD.

Les informations à caractère personnel demandées dans les documents de consultation des entreprises sont obligatoires. Leur absence compromettrait la candidature qui deviendrait irrégulière.

Suite à la fourniture du dossier de candidature et de l'offre des soumissionnaires, les informations nécessaires seront enregistrées dans un fichier informatisé par l'administration au sein du bureau de la commande publique du SGAMI Est à Metz.

Les données transmises seront utilisées dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat.

Les informations personnelles sont conservées pendant une durée qui ne saurait excéder dix (10) années.

Les moyens adaptés pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles transmises seront mis en place par les parties, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au personnel nécessitant d'y avoir accès pour la bonne exécution du marché public et, le cas échéant, à ses sous-traitants.

Les sous-traitants en question seront soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser les données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les parties s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers les données personnelles transmises dans le cadre du marché public, sauf motif légitime contraignant, sans le consentement préalable du propriétaire de la donnée.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, le propriétaire des données personnelles bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ces dernières ou encore de limitation du traitement. En répondant à la présente consultation, le titulaire accepte que les données à caractère personnel qu'il aura fourni soient collectées et traitées par l'administration.

7 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

7.1 CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET QUALITÉS DES TRAVAUX

Le titulaire doit fournir tous les matériaux et matériels en respectant les dispositions du CCTP. Avant toute exécution, ces matériaux ou matériels devront être soumis pour agrément définitif au contrôleur technique (notices, avis techniques, échantillons...) afin de lui permettre de vérifier leur concordance avec les prescriptions du CCTP.

Les travaux doivent être conformes aux stipulations aux prescriptions techniques ainsi qu'à la réglementation en vigueur.

7.2 PRÉPARATION ET COORDINATION DE LA PRESTATION

7.2.1 Programme d'exécution

Le titulaire dresse un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires et le soumet au visa du maître d'ouvrage au plus tard 10 jours après la notification du marché.

Le titulaire (et le cas échéant, ses co-traitants et sous-traitants) établit un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Ces plans particuliers doivent être remis au maître d'ouvrage dans un délai de 20 jours à compter du début de la période de préparation

7.3 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

7.3.1 Installation de chantier

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

7.3.2 Signalisation de chantier

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Conformément à l'article R. 8221-1 du Code du travail, doivent figurer sur des panneaux lisibles depuis la voie publique : le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse de tout entrepreneur travaillant sur le chantier, dès lors que le chantier concerné a donné lieu à la délivrance d'un permis de construire.

En application de l'article D. 4711-1 du même code, l'adresse et le numéro d'appel de l'inspection du travail compétente et le nom de l'inspecteur compétent doivent être affichés dans les locaux normalement accessibles aux salariés travaillant sur le chantier. Ces dispositions s'appliquent également à tous les sous-traitants.

7.3.3 Transport

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

7.4 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À L'ACHÈVEMENT DU CHANTIER

7.4.1 Gestion des déchets et nettoyage de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

L'enlèvement des gravois doit se faire vers des centres de tri agréés. Une attention particulière doit être apportée concernant l'évacuation des matériaux amiantés.

En vertu de l'article R.541-8 du Code l'environnement, relatif à la dangerosité des déchets liés à l'amiante, le titulaire s'engage à respecter les prescriptions de l'arrêté du 5 décembre 2002 (transport des marchandises dangereuses par route). Afin de vérifier leur traçabilité, le titulaire établit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (CERFA n°11861*03) qu'il communique au pouvoir adjudicateur.

Pendant toute la durée des travaux, les voies et trottoirs relevant du domaine public doivent toujours être maintenus en parfait état de propreté. En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire est redevable de pénalités prévues.

7.4.2 Repliement des installations et remise en état

Les délais d'exécution contractuels incluent les opérations de repliement des installations de chantier, de remise en état et de nettoyage du chantier.

7.4.3 Documents à fournir

Le titulaire remet au maître d'ouvrage, lorsqu'il demande l'admission des prestations l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment:

les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement,

les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au contrôleur technique.

Le défaut de remise de ces documents à la date de demande d'admission par le titulaire entraîne l'application de pénalités, dont le montant est prévu par les documents particuliers du marché.

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé dans les documents particuliers du marché. Il comporte, au moins, les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire, les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance.

7.5 QUALITÉ DES PRESTATIONS

Le titulaire du marché a une obligation de résultat.

Les prestations doivent être réalisées conformément aux stipulations du CCTP et doivent respecter la réglementation en vigueur.

7.6 CONNAISSANCE DU SITE

Le titulaire est réputé avoir connaissance des lieux d'exécution des prestations.

En aucun cas, le titulaire pourra, en cours d'exécutions du marché, se prévaloir d'une quelconque non-conformité de son offre par rapport aux pièces constitutives du marché ou d'une méconnaissance des lieux d'intervention pour revoir son offre financière à la hausse.

L'état technique insuffisant dans lequel pourraient se trouver certains équipements à la date d'effet du marché, ne donnera lieu à aucun paiement supplémentaire, le titulaire étant réputé avoir vu et visité les lieux avant de s'engager.

Le titulaire est réputé avoir avant la remise de son offre :

- pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance ;
- eu éventuellement l'occasion de procéder à une visite détaillée du terrain et des existants, et dans ce cas avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux conditions d'accès au site et aux bâtiments, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'aux contraintes d'organisation, au fonctionnement du chantier en site occupé (moyens de communication et de

transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.) ainsi que des sujétions liées à l'exécution des travaux de domaines différents.

En aucun cas, il ne pourra prétendre à un supplément par suite de difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due au site.

8 PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles donne lieu à pénalité, applicable de plein droit, sans mise en demeure préalable, dès le premier constat, ou le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. La notion de jour de retard est à apprécier en jour calendaire.

Le constat de manquement aux obligations contractuelles se matérialise par tout écrit faisant foi (courrier, mail).

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire des obligations contractuelles du titulaire. Ce dernier reste donc redevable de l'ensemble des prestations dues au titre du présent marché, y compris celles ayant fait l'objet desdites pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu d'exonération de pénalités. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois le droit de renoncer à l'application de tout ou partie de ces pénalités s'il le juge opportun, au regard des explications fournies par le titulaire.

Les pénalités définies ci-après sont cumulables.

En cas de faute grave, le titulaire s'expose par ailleurs à des poursuites judiciaires et/ou à la résiliation sans préavis du marché à ses torts exclusifs.

En cas de retard ou de manquements constatés imputables au titulaire, les pénalités suivantes lui sont appliquées :

Pénalité	Montant (TVA non applicable)
Absence à une réunion de chantier	200 € par absence
Retard de plus de 20 minutes à une réunion de chantier	50 €
Retard dans l'exécution des travaux du fait du titulaire	300 € par jour calendaire de retard par rapport au planning détaillé d'exécution
Non-respect des consignes d'hygiène et de sécurité exigées par le Code du	200 € par constat

Travail	
Non-respect de la fréquence d'évacuation des déchets	200 €HT / par jour
Dépôt de déchets en dehors de la zone de stockage définie avant travaux	100 €HT / par jour
Non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier	50 € par jour d'infraction Sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS. En outre, les déchets et gravois non gérés pourront être enlevés aux frais et dépens du titulaire par une entreprise spécialisée sur ordre du maître d'ouvrage ou d'un de ses représentants.
Non-fourniture d'éléments permettant d'établir la traçabilité du traitement des déchets	50 € par constat
Non-fourniture des pièces demandées tous les 6 mois dans le cadre du dispositif de vigilance	100 € après deux relances
Non-respect des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé	10 % du montant TTC du marché Le montant de la pénalité ne peut excéder le montant des amendes prévues par le Code du travail.
Non-respect de la loi Evin (interdiction de fumer à l'intérieur des bâtiments)	100 € par infraction, par personne

9 PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

9.1 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, la main d'œuvre, le déplacement et autres charges de toutes natures nécessaires à la réalisation de la prestation.

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois précédent celui de la date limite de dépôt des offres.

Ils comprennent toutes les dépenses et aléas relatifs à la bonne exécution des prestations au regard des conditions imposées par les pièces contractuelles (CCAP et CCTP).

Les prix incluent notamment :

- Les frais de déplacements liés aux interventions des préposés du Titulaire sur les différents sites ;
- Les frais de main d'œuvre ;
- Les frais relatifs au temps passé à la recherche des clefs d'accès aux locaux et prise de RDV ;
- La protection des ouvrages, meubles et immeubles et celle du mobilier contenu dans les locaux pendant l'exécution des prestations (bâchage notamment) ;
- La gêne occasionnée par l'encombrement des locaux ou la présence d'occupants ;
- Les difficultés de travail en espace restreint ou à la lumière artificielle ;
- Les frais résultants de la protection réglementaire des chantiers ;
- Les frais de formation du personnel ;
- L'enlèvement des matériels déposés et leur recyclage ;
- Le nettoyage et la remise en l'état des locaux au fur et à mesure de l'exécution des prestations ;
- Les dépenses afférentes à la fourniture à pied d'œuvre des matériaux et matériels, y compris les manutentions ;
- Les coupures d'eau, les remises en service, les essais et les purges d'installations ;
- Toutes prestations et sujétions résultant de la dépose à effectuer sur des ouvrages conservés dans la mesure où leur dépose ne nécessite pas un matériel particulier.

9.2 FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix forfaitaire unique.

Ces prix doivent être établis en euros hors taxes et ne doivent pas comporter plus de deux décimales.

Les prix sont ceux indiqués dans l'annexe financière (DPGF) du marché.

9.3 DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT

Les prix du présent marché sont réputés établis le mois correspondant à celui de la date limite de dépôt des offres (mois M0).

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire de la notification de l'OS prescrivant le démarrage des prestations du marché par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times [0,15 + 0,85 \times (In/Io)]$$

Pr = Prix révisé de la situation mensuelle H.T

Po = Prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois zéro H.T

In = valeur de l'index concerné du mois « n »

Io = valeur de l'index correspondant au mois d'établissement des prix « mois zéro »

L'index de référence « I », choisis pour la révision des prix pour tous les lots dans le cadre du présent marché est :

➔ INDEX DU BÂTIMENT - BT40 - CHAUFFAGE CENTRAL (À L'EXCLUSION DU CHAUFFAGE ÉLECTRIQUE) - BASE 2010 IDENTIFIANT 001710973

La demande de révision annuelle des prix sera établie par le titulaire un mois avant le changement de prix. Elle sera transmise au représentant du pouvoir adjudicateur accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul des nouveaux prix.

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de la demande de révision de prix pour faire connaître son acceptation ou son refus au titulaire. En cas de refus, les anciens prix sont reconduits jusqu'à la réception d'une demande de révision de prix acceptable.

Le coefficient de révision de prix sera arrondi au millième supérieur conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS.

Tout bon de commande notifié au titulaire avant la date d'application des nouveaux prix sera exécuté sur la base de l'ancien tarif.

9.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Afin d'éviter les évolutions excessives, la personne publique se réserve la faculté de résilier le marché sans indemnité si la variation des prix conduit à une hausse des tarifs hors taxe excédant trois (3) %.

9.5 ÉVOLUTIONS DU PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ

Le présent marché concerne les installations listées dans le bordereau de prix du lot concerné.

En cas de retrait d'une ou plusieurs installations de cette liste, aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

En cas d'ajout de nouvelles installations à entretenir, un devis sera soumis au représentant du pouvoir adjudicateur qui décidera d'inclure ou non ces installations au marché.

Toute évolution de la liste des installations fera l'objet d'un avenant.

9.6 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ

9.6.1 Facturation

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'imposera aux fournisseurs, en fonction de la catégorie de l'entreprise, entre le 1^{er} janvier 2017 (pour les grandes entreprises et les personnes publiques) et le 1^{er} janvier 2020 (pour les micro-entreprises).

Dans cet intervalle, la possibilité est laissée à ces dernières d'adresser leurs factures par courrier, mais il est fortement recommandé de s'inscrire au plus tôt dans la procédure dématérialisée précitée.

9.6.2 Facturation dématérialisée

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 30 décembre 2011 déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée. Le titulaire a deux possibilités :

- adresser ses factures au « concentrateur* » par EDI (*le concentrateur est le dispositif de traitement automatisé des données géré par l'AIFE pour l'État) :
 - en les adressant directement au « concentrateur » de factures de la personne publique ;
 - en demandant à un opérateur de se raccorder au « concentrateur » et de transmettre les factures au concentrateur ;
- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>
 - en déposant ses factures ;
 - en saisissant en ligne ses factures par le portail.

Pour connaître les préalables techniques et réglementaires :

- <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

- chorus-demat@interieur.gouv.fr

Le numéro de service exécutant pour cet marché est : MI5PLTF057

9.6.3 Règlement

Le paiement sera effectué par virement (mandat administratif) suivant les règles de la comptabilité publique dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture.

Le dépassement du délai entraîne, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

9.7 AVANCE

Sous réserve que le titulaire n'y renonce pas expressément dans l'acte d'engagement, une avance égale à cinq (5) % du montant initial du marché public ne faisant pas l'objet de sous-traitance, lui sera accordée dans les conditions prévues aux articles L2191-2, L2191-3 et R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

Un sous-traitant peut obtenir une avance sur la partie des prestations qu'il exécute dans les mêmes conditions.

Le taux de l'avance est porté à vingt (30) % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

9.8 CESSIION OU NANTISSEMENT

En cas de cession ou de nantissement des créances résultant des marchés publics, le représentant du pouvoir adjudicateur délivrera sans frais, au titulaire, les pièces nécessaires.

10 CLAUSE DE RÉEXAMEN

Selon les dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, une clause de réexamen peut être activée sur demande de l'une ou l'autre des parties selon les modalités définies ci-après. Les parties contractantes se rencontrent pour évaluer les modifications financières et techniques du contrat, a minima selon les dispositions exposées dans les paragraphes suivants.

Dans la mesure où les conditions d'exécution du contrat sont modifiées, l'activation de la clause de réexamen donne lieu à une négociation des termes contractuels.

L'accord trouvé entre les parties fait l'objet d'un avenant (modification contractuelle) signé par les parties et notifié au titulaire par l'acheteur public.

Les avenants afférents interviennent en plus ou moins value sur le montant des prestations et/ou sur le montant maximum.

Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre les parties dans les 3 mois suivant le début de la négociation objet du réexamen, l'acheteur public pourrait alors résilier le contrat pour motif d'intérêt général conformément à l'article 42 du CCAG-FCS.

Dans les cas suivants, le titulaire du marché a l'obligation d'informer le pouvoir adjudicateur de la procédure de transfert et de transmettre toutes les pièces et justificatifs afférents

- d'une fusion ;
- d'une transformation de sa forme juridique ;
- d'une restructuration ;
- d'une acquisition (cession et donation) ;
- d'une liquidation judiciaire avec repreneur ;
- d'une location gérance

Le pouvoir adjudicateur pourra alors établir un avenant de transfert.

L'avenant de transfert est conditionné à l'assurance que le nouvel opérateur dispose des qualifications professionnelles et techniques initialement exigées.

La poursuite du contrat avec le nouveau titulaire est laissée à l'appréciation de l'acheteur public tout comme la satisfaction des qualifications et de l'expérience sur des prestations similaires exigées au titre du marché.

Dans le cas d'une substitution de titulaire, le titulaire s'astreint à une obligation d'informer le titulaire pressenti du contrat le liant au ministère de l'intérieur ainsi qu'à une obligation d'informer ledit ministère, pouvoir adjudicateur d'un tel événement.

À la demande de l'une ou l'autre des parties, le titulaire du marché et le représentant de l'acheteur pourront se rencontrer, sur la base d'un ordre du jour défini conjointement, pour faire le point sur l'exécution du marché.

Pourront notamment être abordés à cette occasion :

- ajouts ou suppression de sites ou d'installations techniques ;
- prolongation des délais d'exécution ;
- lorsque les circonstances imprévues surviennent en cours d'exécution et ont une influence sur l'exécution du marché.

À l'issue de ces rencontres, les éléments négociés sur lesquels l'acheteur et le titulaire se seraient entendus et leur date d'entrée en vigueur seront entérinés par voie d'avenant s'ils devaient modifier le contenu initial du marché.

Néanmoins, le contenu de ces avenants ne devra pas changer la nature globale du marché, conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché, si les conditions précitées sont remplies.

11 RÉSILIATION DU MARCHÉ

le marché peut être résilié par le représentant du pouvoir adjudicateur :

- en cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire ;
- en cas de redressement ou de liquidation judiciaire ;
- aux torts du titulaire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de mettre fin à ce marché à n'importe quel moment et sans indemnité pour le titulaire, en cas de décision ministérielle de restructuration ou de dissolution ayant une incidence sur le déroulement du marché.

En cas de violation des obligations mentionnées au présent document, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des co-traitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.5 du CCAG - FCS sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG-FCS, traitant de la résiliation aux torts du titulaire (art. 38 à 42) peuvent s'appliquer dès lors qu'un seul des co-traitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

12 MÉDIATION

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir :

- le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur, place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.
- au médiateur des entreprises : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> ;
- au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

13 CERTIFICATION ACHATS RESPONSABLES

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire , il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR joint au présent DCE et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et *notamment la signature de « la charte RFR »*, puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises – en association avec le Conseil national des Achats (CNA) – vous accompagnera dans cette démarche. Pour toute information : <http://www.economie.gouv.fr/mediation-des-entreprises>

14 RECOURS

Tout litige pouvant intervenir à l'occasion de la procédure de passation et d'exécution du présent marché sera de la compétence exclusive du :

Tribunal administratif de Strasbourg
31, avenue de la Paix- BP 51 038
67070 STRASBOURG CEDEX

15 DÉROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

- L'article 8 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS
- L'article 8 déroge à l'article 41.2 du CCAG-FCS